

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Lyon, le 18/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Air Liquide France Industrie

2 rue du Sauzai
69320 Feyzin

Références : P4S-25-148
Code AIOT : 0006103714

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/09/2025 dans l'établissement Air Liquide France Industrie implanté Avenue Ramboz 69190 Saint-Fons. L'inspection a été annoncée le 12/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/09/2025 sur la plateforme Belle-Etoile de Saint-Fons, au niveau des installations gérées par Air Liquide.

Dans le cadre de l'action nationale sur les transformateurs PCB 2025, et malgré un courrier de rappel transmis en début d'année 2024 par l'administration à tous les détenteurs en défaut de la région AURA, le site Air Liquide de Saint-Fons Belle-Etoile présentait toujours des appareils "en défaut" dans l'inventaire national PCB. La visite du 05 septembre 2025 avait pour but de contrôler le respect de la réglementation sur les transformateurs PCB, et permettre, le cas échéant, la mise à jour de l'inventaire national PCB de l'ADEME.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Air Liquide France Industrie
- Avenue Ramboz 69190 Saint-Fons
- Code AIOT : 0006103714
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Air Liquide France Industrie (ALFI), située sur la plate-forme de Belle-Étoile à Saint-Fons, exploite une installation de production de dihydrogène par réformage de méthane à la vapeur. Elle est autorisée par arrêté préfectoral du 19 octobre 1998 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Appareils PCB

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Déclaration des appareils contenant des PCB	Code de l'environnement du 10/04/2013, article R. 543-27	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Interdiction détention PCB > 500 ppm	Code de l'environnement du 10/04/2013, article R. 543-20	Sans objet
2	Interdiction détention PCB entre 50 et 500 ppm	Code de l'environnement du 10/04/2013, article R. 543-21	Sans objet
3	Justification du traitement des appareils contenant des PCB	Arrêté Ministériel du 07/01/2014, article 11	Sans objet
4	Teneur en PCB des appareils	Code de l'environnement du 10/04/2013, article R. 543-26	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations de la société Air Liquide France Industrie (ALFI) sont présentes sur la plateforme Belle-Etoile de Saint-Fons. L'inventaire PCB de l'ADEME fait état de 11 transformateurs pollués aux

PCB gérés par cet exploitant.

La visite du 5 septembre 2025 a permis de constater que ces 11 transformateurs avaient été correctement éliminés.

Aujourd'hui l'exploitant dispose de 3 transformateurs, tous exempts de PCB.

Une mise à jour de l'inventaire par l'exploitant est attendue.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Interdiction détention PCB > 500 ppm

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/04/2013, article R. 543-20
Thème(s) : Actions nationales 2025, Détention d'appareils contenant des PCB
Prescription contrôlée : La détention d'appareils contenant des PCB ou tout mélange de ces substances dont la teneur ou la teneur cumulée est supérieure à 500 ppm en masse, est interdite.
Constats : Aucun transformateur contenant plus de 500ppm de PCB n'a été constaté sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Interdiction détention PCB entre 50 et 500 ppm

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/04/2013, article R. 543-21
Thème(s) : Actions nationales 2025, Détention d'appareils contenant des PCB
Prescription contrôlée : Sous réserve des dispositions de l'article R. 543-22, il est interdit de détenir des appareils dont le fluide contient des PCB : <ul style="list-style-type: none">- à partir du 1er janvier 2017 si l'appareil a été fabriqué avant le 1er janvier 1976 ;- à partir du 1er janvier 2020 si l'appareil a été fabriqué après le 1er janvier 1976 et avant le 1er janvier 1981 ;- à partir du 1er janvier 2023 si l'appareil a été fabriqué après le 1er janvier 1981.
Constats : Concernant les 11 transformateurs pollués aux PCB déclarés sur l'Inventaire PCB de l'ADEME, l'inspection a constaté leur élimination lors de la visite de site du 5 septembre 2025. Tous les bordereaux de suivi de déchets avaient été transmis en 2005 et 2008 à l'administration. À noter que, dans son courrier de 2008, l'exploitant indiquait avoir identifié un transformateur pollué non déclaré dans l'inventaire au niveau de l'atelier T34 et précisait que son élimination serait immédiate. Lors de l'inspection du 5 septembre, un passage dans l'atelier T34 a permis de confirmer son élimination. Concernant les transformateurs présents sur site et propriété de Air Liquide, ils sont au nombre de 3. Ces transformateurs identifiés TR01, TR02 et TR03 datent respectivement de 2002, 1987 et

2019. L'inspection a constaté l'étiquetage de ces appareils indiquant que les teneurs en PCB étaient inférieures à 50 ppm. (n° série 10543-761163-485512-01).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Justification du traitement des appareils contenant des PCB

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 07/01/2014, article 11
Thème(s) : Actions nationales 2025, Détention d'appareils contenant des PCB
Prescription contrôlée : En cas d'élimination d'un appareil ou d'une décontamination, le détenteur conserve les justificatifs de traitement cinq ans après la date d'élimination/de décontamination prévue par l'échéancier national. [...]
Constats : Les justificatifs d'élimination (BSD) des 11 transformateurs figurant dans l'inventaire national PCB ont été transmis à l'inspection par courriers de 2004 et 2008.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Teneur en PCB des appareils

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/04/2013, article R. 543-26
Thème(s) : Actions nationales 2025, Détention d'appareils contenant des PCB
Prescription contrôlée : Tout détenteur d'appareils susceptibles de contenir des PCB est tenu d'en connaître la teneur. [...]
Constats : Les 3 transformateurs présents sur site et exploités par Air Liquide présentent un étiquetage indiquant l'absence de teneurs supérieures à 50 ppm. A noter que les transformateurs TR01 et TR03 ayant été fabriqués après 1994 ils ne sont pas susceptibles de contenir des PCB.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déclaration des appareils contenant des PCB

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/04/2013, article R. 543-27
Thème(s) : Actions nationales 2025, Détention d'appareils contenant des PCB
Prescription contrôlée : Les détenteurs d'un appareil dont le volume de fluide contenant ou susceptible de contenir des PCB est supérieur à 5 dm ³ sont tenus d'en faire la déclaration à l'inventaire des appareils contenant des PCB. Les détenteurs tiennent à jour les informations les concernant. Dans le cas des condensateurs électriques, le seuil de 5 dm ³ est défini comme la somme des volumes contenus par les différents éléments d'une unité complète. [...]

<p>Constats :</p> <p>Les 11 transformateurs déclarés dans l'inventaire PCB ADEME apparaissent en retard de traitement.</p> <p>Une mise à jour des informations actuelles de l'inventaire national est nécessaire.</p> <p>Pour toute demande d'accès à la plateforme (codes, identifiants), l'exploitant peut s'adresser à l'assistance électronique de l'inventaire PCB (inventaire.pcb@ademe.fr) en indiquant le nom de la société et son numéro de détenteur (7368 - société BELLE ETOILE SOGIF).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant mettra à jour l'inventaire PCB ADEME.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>